

**CAISSE DE COMPENSATION
DES
INSTALLATEURS ÉLECTRICIENS
DU CANTON DE GENÈVE**

STATUTS

2024

STATUTS DE LA CAISSE DE COMPENSATION DES INSTALLATEURS ÉLECTRICIENS DU CANTON DE GENÈVE

Article premier : RAIISON SOCIALE ET BUT

La Caisse de compensation des installateurs électriciens du canton de Genève, appelée ci-après « la Caisse », est une association organisée corporativement, selon les articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Elle a pour but :

- 1) de grouper les entreprises d'installations électriques genevoises, ainsi que des branches annexes (domotique, tableautier, téléphonie, etc.), afin d'entretenir entre elles des rapports de confraternité et de défendre leurs intérêts professionnels ;
- 2) d'éditer les attestations multipack sous le libellé « caisse de compensation des installateurs électriciens » ;
- 3) d'assumer certaines tâches qui pourraient lui être confiées par les organisations du métier, notamment la gestion des actifs financiers de la caisse ;
- 4) de promouvoir/encourager la formation et le perfectionnement professionnels et de soutenir le métier.

La Caisse ne poursuit aucun but lucratif. Son siège est à Genève et sa durée est illimitée.

Article 2 : MEMBRES

Doivent, obligatoirement, être membres de la Caisse, les personnes physiques et morales, signataires à titre collectif ou individuel, de la convention collective de travail réglant les conditions de travail des installateurs (monteurs) électriciens du canton de Genève.

Peuvent être également affiliées les entreprises du canton de Genève apparentées au domaine de l'électricité et ayant signé ladite Convention collective.

La qualité de membre devient effective lorsque les conditions stipulées ci-dessus sont remplies et qu'un bulletin de demande d'admission a été remis à la Caisse, dûment rempli, daté et signé.

Article 3 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

La qualité de membre se perd :

- 1) par la radiation pour cause de cessation de l'activité professionnelle ;
- 2) par le décès des personnes physiques et par la dissolution des personnes morales ;
- 3) par la faillite ;
- 4) par la démission donnée par lettre recommandée, six mois avant l'échéance de la convention collective. A défaut d'une convention collective en vigueur, six mois à l'avance pour la fin d'un exercice ;
- 5) par l'exclusion, décidée par le Comité, si le membre est en retard dans le paiement de ses cotisations, ou s'il contrevient à une ou plusieurs dispositions des présents statuts ou de son règlement d'exécution.

La Caisse notifie la radiation ou l'exclusion et accepte la démission par écrit.

Le membre radié, exclu ou démissionnaire n'aura, en aucun cas, droit à l'actif de la Caisse. Il devra, par contre, payer les contributions ou autres prestations qu'il pourrait encore devoir, jusqu'au jour de sa sortie effective de la Caisse.

Le membre exclu peut recourir dans les quinze jours de la notification de la Caisse, auprès de l'Assemblée générale qui tranchera en dernier ressort, après avoir pris connaissance des motifs écrits de l'intéressé.

Si la décision d'exclusion n'est pas l'objet d'un recours, ou si elle est confirmée par l'Assemblée générale, elle prend effet à la date mentionnée dans la notification par le Comité.

Article 4 : ORGANISATION DE LA CAISSE

Les organes de la Caisse sont :

- a) l'assemblée générale ;
- b) le comité ;
- c) le bureau directeur ;
- d) l'administrateur ;
- e) les vérificateurs des comptes.

Article 5 : ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale est le pouvoir suprême de la Caisse. Elle se réunit, en assemblée ordinaire, une fois par année, sur convocation adressée par le Comité, trente jours au moins, avant la date de l'assemblée. Elle est présidée par le Président du Comité ou, à défaut, par le Vice-Président. L'assemblée générale délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Chaque membre a droit à une voix plus une voix supplémentaire par tranche de dix salariés, mais au maximum dix voix.

Un membre empêché peut se faire représenter par une personne munie d'une procuration. Cette personne ne peut représenter qu'un seul et unique collègue empêché.

Les décisions sont prises à la majorité. En cas d'égalité, le Président départage les voix.

L'assemblée générale ne délibère que sur les objets portés à l'ordre du jour. En ce qui concerne les propositions individuelles, seules celles soumises par écrit au Comité, vingt-et-un jours au moins avant l'assemblée générale, pourront être discutées.

Par décision du Comité ou sur demande écrite d'un cinquième des membres ou, encore, des vérificateurs des comptes, une assemblée générale extraordinaire devra être convoquée dans les formes prévues ci-dessus et dans le délai maximum de 30 jours.

Article 6 : ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire délibère sur les points suivants :

- a) rapport du Président ;
- b) rapport de l'Administrateur ;
- c) rapport de la société fiduciaire chargée du contrôle et de la révision des comptes ;
- d) nomination du Comité ;
- e) décharge au Comité et à l'Administrateur de la gestion de l'exercice écoulé ;
- f) décision sur les propositions portées à l'ordre du jour ;
- g) approbation des taux de contributions à percevoir pour l'exercice suivant ;
- h) approbation des modifications éventuelles des statuts et des règlements d'exécution de la Caisse, en conformité avec les articles 17 et 19 suivants ;

Article 7 : COMITE

L'administration de la Caisse est assurée par un Comité composé de trois à cinq membres, choisis parmi les installateurs électriciens affiliés à la Caisse.

Les membres du Comité sont nommés pour une durée de trois ans et sont, immédiatement, rééligibles. Ils ne peuvent pas être (ré)élus s'ils ont atteint l'âge terme AVS. Ils agissent bénévolement et ne peuvent prétendre qu'à l'indemnisation de leurs frais effectifs et de leurs frais de déplacement. Les forfaits d'indemnisation des membres du Comité seront limités à un montant de dédommagement modéré par séance et/ou annuel dans le respect des conditions d'exonération fiscale en la matière. Il en ira de même pour les membres du Bureau Directeur (article 8).

Les montants de leurs indemnités sont définis dans l'avenant No 1 du règlement d'exécution de la caisse de compensation des installateurs électriciens du canton de Genève.

Le Comité s'organise lui-même. Le Comité ou l'Administrateur est chargé de représenter la Caisse. Le Comité prend toutes dispositions utiles à cet effet, dans les limites fixées par les présents statuts.

Dans le même cadre, le Comité est compétent pour :

- a) nommer l'Administrateur ;
- b) nommer le Président (maximum trois mandats consécutifs) et le Vice-Président ;
- c) fixer le montant et le taux des contributions à la Caisse ;
- d) fixer le barème des amendes ;
- e) fonctionner comme organe de recours, en première ou dernière instance, selon les cas ;
- f) rédiger, et éventuellement, modifier le règlement d'exécution.

Article 8 : BUREAU DIRECTEUR

Le Bureau directeur est composé du Président, du Vice-Président et de l'Administrateur.

Il est chargé de liquider, sans autre avis, les réclamations et recours de peu d'importance présentés par les membres de la Caisse ou les allocataires.

Article 9 : ADMINISTRATEUR

L'Administrateur est chargé par le Comité et sous son contrôle, de gérer la Caisse.

A cet effet, il lui délègue ses pouvoirs pour, notamment :

- a) recueillir et vérifier les déclarations de salaires mensuelles
- b) assurer le recouvrement des contributions et autres droits ou pénalités éventuels qu'il est tenu d'appliquer ;
- c) adresser aux membres toutes convocations, circulaires, instructions, enquêtes et sommations, etc. ;
- d) recueillir tous renseignements et constituer la documentation nécessaire au bon fonctionnement de la Caisse ;
- e) établir les statistiques nécessaires ;
- f) établir et tenir la comptabilité de la Caisse ;
- g) conserver et classer les archives ;
- h) assister aux séances du Comité et tenir le procès-verbal.

Il peut, en outre, être chargé par le Comité, de toute attribution confiée à celui-ci.

Article 10 : VERIFICATEURS DES COMPTES

L'assemblée générale élit, pour une période d'une année, deux vérificateurs des comptes ainsi que leur suppléant.

Ces vérificateurs des comptes doivent représenter valablement une entreprise affiliée à part entière à la Caisse et dans laquelle ils sont actifs ; de plus, ils ne doivent avoir aucun lien juridique ou familial avec un membre du Comité ou du Secrétariat.

Ils doivent, au moins une fois par an, après examen de la comptabilité, présenter à l'assemblée générale ordinaire, un rapport détaillé, en demander l'approbation et faire donner décharge de la gestion financière du Comité.

Ils ont droit, en tout temps, de prendre connaissance des pièces comptables dont ils ont besoin et que l'Administrateur est tenu de leur remettre.

Article 11 : REPRESENTATION

La Caisse est valablement représentée et engagée par le Président et le Vice-Président du Comité et l'Administrateur, signant collectivement à deux.

Article 12 : REVISION DES COMPTES

Les comptes sont révisés par la société fiduciaire chargée du contrôle et de la révision des comptes de la Caisse de compensation de la Fédération romande de métiers du bâtiment MEROBA AVS n° 111.

Le rapport établi par la société fiduciaire sera soumis aux membres à l'occasion de l'assemblée générale annuelle.

Article 13 : RELATIONS AVEC LA CAISSE DE COMPENSATION MEROBA AVS N° 111

Pour des raisons de simplification administrative, les contributions variables dues à la Caisse, sont perçues mensuellement par la Caisse de compensation de la Fédération romande de métiers du bâtiment MEROBA AVS n° 111.

Les dispositions de la Loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants du 20 décembre 1946 et de son règlement d'exécution du 31 octobre 1947, sont applicables notamment pour :

- a) le décompte mensuel des contributions ;
- b) les délais de paiement des sommes dues ;
- c) les dispositions pénales et de contentieux ;
- d) le contrôle des employeurs ;
- e) le contrôle fiduciaire de la Caisse ;
- f) l'observation du secret professionnel.

Article 14 : ORGANISATION FINANCIERE

La Caisse dispose des ressources suivantes :

- a) une contribution annuelle fixée par le comité et ratifiée par l'assemblée générale ;
- b) des amendes et contributions supplémentaires éventuelles ;
- c) des dons, legs, subventions et intérêts divers ;
- d) d'une finance d'entrée fixée par le Comité et ratifiée par l'assemblée générale.

Article 15 : DUREE DE L'EXERCICE

La durée de l'exercice s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année civile.

Article 16 : SANCTIONS ET RECOURS

Toutes les contestations relatives à l'application des présents statuts et des règlements d'exécution ainsi qu'aux droits des personnes astreintes ou allocataires de la Caisse, seront tranchées par le Comité sur la base des dispositions contenues dans la convention collective réglant les conditions de travail des installateurs (monteurs) électriciens du canton de Genève.

Un recours pourra être adressé à la plus prochaine assemblée générale, dans les quinze jours qui suivront la notification de la décision du Comité. Le recours n'est pas suspensif et la décision de l'assemblée générale est sans appel.

Article 17 : MODIFICATIONS DES STATUTS

Les statuts de la Caisse pourront être modifiés en tout temps, par une assemblée générale, sur proposition du Comité ou sur demande écrite d'un cinquième, au moins, des membres.

Pour être acceptée, toute modification devra réunir, dans tous les cas, les deux tiers des voix des membres présents.

Toutefois, la modification des Statuts sera annulée si un dixième des membres en fait la demande dans les 20 jours qui suivent sa notification adressée par lettre recommandée.

Dans ce cas, une nouvelle assemblée générale sera tenue à quinze jours d'intervalle, après convocation adressée huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Elle statuera alors définitivement.

Article 18 : DISSOLUTION

La dissolution de la Caisse ne pourra être discutée valablement, en assemblée générale, que sur proposition du Comité ou sur demande écrite de la moitié des membres.
Les dispositions de l'article 17 concernant le quorum et les majorités qualifiées, seront valables pour la dissolution.

Si la dissolution est décidée, l'assemblée désignera un ou plusieurs liquidateurs qui feront un rapport sur la situation et le mode de liquidation prévu. Le rapport sera soumis à l'assemblée générale qui l'approuvera ou le refusera.

En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale, sur proposition du Comité, décide de l'emploi des fonds disponibles après paiement des dettes. Cet avoir sera intégralement attribué à une entité poursuivant un but analogue ou d'intérêt public et bénéficiant elle-même de l'exonération fiscale. En aucun cas les avoirs ne pourront retourner aux membres fondateurs ou actuels ni être utilisés à leurs profit tout ou partie de quelque manière que ce soit.

Article 19 : REGLEMENT D'EXECUTION

Le Comité est chargé d'établir le règlement d'exécution qui fixera, en détail, l'application des dispositions des présents statuts.

Ce règlement pourra être modifié et complété en tout temps. Les modifications et adjonctions entrent immédiatement en vigueur, après avoir été portées à la connaissance des membres.

Le règlement d'exécution, les modifications et adjonctions sont ratifiés par la plus proche assemblée générale de la Caisse.

Article 20 : ENTREE EN VIGUEUR

Les présents statuts ont été adoptés par l'assemblée générale de la Caisse de compensation des installateurs électriciens du canton de Genève, tenue le 19 juin 2024. Ils entrent immédiatement en vigueur et annulent les précédents.

Vu et approuvé.

**POUR LA CAISSE DE COMPENSATION DES INSTALLATEURS ELECTRICIENS
DU CANTON DE GENEVE**

FABIO ROMANO
PRESIDENT

SEBASTIEN KAUZ
VICE-PRESIDENT

TABLE DES MATIÈRES

	page
Article 1 Raison sociale et but	2
Article 2 Membres	2
Article 3 Perte de la qualité de membre	3
Article 4 Organisation de la caisse	3
Article 5 Assemblée générale	4
Article 6 Assemblée générale ordinaire	4
Article 7 Comité	5
Article 8 Bureau directeur	5
Article 9 Administrateur	5
Article 10 Vérificateurs des comptes	6
Article 11 Représentation	6
Article 12 Révision des comptes.....	7
Article 13 Relations avec la caisse de compensation MEROBA AVS No 111	7
Article 14 Organisation financière	7
Article 15 Durée de l'exercice	8
Article 16 Sanctions et recours	8
Article 17 Modifications des statuts	8
Article 18 Dissolution	8
Article 19 Règlement d'exécution	9
Article 20 Entrée en vigueur	9